

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 29 JUILLET 1919

PROJET DE LOI INSTITUANT L'ŒUVRE NATIONALE DE L'ENFANCE ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR **M. PUSSEMIER**.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui est soumis par le Gouvernement à vos délibérations, a pour objet d'assurer l'établissement dans toutes les régions, parfois même dans toutes les communes du pays, d'organismes qui travailleront à l'amélioration de l'hygiène et de l'alimentation de l'Enfance. Et pour aboutir au résultat qu'il s'est proposé d'atteindre, le Gouvernement a jugé, qu'en principe, il était nécessaire de maintenir, mais en les adaptant, aux situations nouvelles, les œuvres établies en Belgique par le Département de l'Enfance du Comité National.

Le projet de loi déposé le 12 février, a été adopté par les sections ; cependant les votes favorables qui ont été émis ont été accompagnés de réserves ; toutes les sections ont estimé que les pouvoirs reconnus à l'établissement public, dont la création était proposée, étaient trop étendus, et que le projet devait être : « amendé dans le sens de la liberté ».

Le vœu exprimé par les sections, correspondait aux idées dont le Gouverne-

(1) Projet de loi, n° 64.

Amendements, n° 201 et 254.

(2) La Section centrale présidée par M. TIBBAUT, était composée de MM. DE BUE, HUIN, PUSSEMIER, VAN CLEENPUTTE, SERVAIS et VAN CAUTEREN.

ment s'est inspiré lors de la rédaction du projet de loi. Il ne demandait, en effet, la consolidation et la continuation des services du Comité National relatifs à l'hygiène de l'Enfance que parce que, pendant l'occupation, ce comité avait démontré par les résultats qu'il avait obtenus, qu'il était possible, comme il est dit dans l'Exposé des Motifs, « d'aboutir à une action d'ensemble, essentiellement appuyée sur la spontanéité des efforts particuliers organisés et dirigés selon quelques vues larges et simples ». Aussi M. le Ministre des Affaires économiques a-t-il, dès le 26 juin, transmis à la Section centrale, une série d'amendements qui précisent la pensée qui l'avait guidé et qui définissent exactement le rôle qui serait dévolu à l'établissement public et aux organisations locales.

Les textes sur lesquels vous êtes appelés à émettre un vote sont donc ceux qui résultent de la coordination des articles du projet de loi déposé le 12 février et des amendements déposés le 26 juin.

I.

Les membres de votre Section centrale ont admis sans hésitation la nécessité du projet qui vous est soumis. En effet, M. Berryer, Ministre de l'Intérieur, déposant le 12 novembre 1912 le projet de loi sanitaire, insistait déjà sur l'obligation qui s'imposait de favoriser le développement des œuvres protectrices de l'enfance et justifiait sa proposition en faisant ressortir le caractère anormal de la mortalité des enfants dans certaines régions du pays. Or, l'expérience faite par le Comité national a démontré, que cette mortalité pouvait être réduite dans de notables proportions même pendant la période de guerre, quand toutes les conditions de l'existence imposée aux populations augmentaient les causes de décès et entravaient l'activité des sociétés protectrices de l'enfance. Au moment donc où tous les efforts des pouvoirs publics et des citoyens doivent tendre à la reconstitution du pays, il était indispensable de prendre des mesures pour que les générations de l'avenir pussent disposer de toute la vigueur physique et morale qu'exigera l'accomplissement de la lourde tâche qu'elles devront encore réaliser.

Votre Section centrale a également reconnu sans hésitation que l'amélioration de l'alimentation et celle surtout de l'hygiène de l'enfance ne pouvait être obtenue que grâce aux « efforts particuliers locaux » qui seraient « organisés et dirigés selon quelques vues larges et simples. » La mère de famille, la future mère surtout, est soucieuse de conserver l'indépendance et de sauvegarder l'intimité de son foyer. Si elle n'a pas, par exemple, le choix absolu de la personnalité à laquelle elle devra dévoiler parfois des secrets de sa vie, qu'elle devra initier aux détails de son existence, pour obtenir les avantages que les subsides alloués par les pouvoirs publics permettront d'octroyer, elle renoncera aux conseils éclairés qui lui sont offerts. La future mère agira, la mère élèvera son enfant, conformément aux idées routinières et parfois criminelles de son entourage. Une surveillance librement acceptée, basée sur la confiance et l'estime réciproque, peut seule amener la mère de famille à renoncer à des pratiques qui lui ont été appliquées à elle-même et dont elle n'a pas subi l'influence néfaste ; à suivre des méthodes nouvelles qui rompent avec les usages reçus.

II.

L'examen des articles du projet de loi, celui des amendements déposés par le Gouvernement, a donné lieu aux observations suivantes :

SECTION PREMIÈRE.**Dispositions générales.****ARTICLE PREMIER.**

L'article 1^{er} du projet primitif, comme l'article 1^{er} du projet amendé, stipulent que l'OEuvre nationale qui sera investie de la mission d'appliquer les mesures qui amélioreront l'hygiène et l'alimentation de l'enfance jouira de la personnification civile.

L'exposé des motifs justifie l'octroi de cette faveur.

Le texte de l'alinéa 1^{er} de l'article amendé précise, mieux que le faisait le projet original, le caractère juridique de l'œuvre dont la création est projetée.

Le texte de l'alinéa 2 modifie le projet primitif.

Dans ce dernier, le règlement régissant l'activité de l'œuvre était arrêté par le Roi.

Dans le projet amendé, l'œuvre arrête elle-même les dispositions de son règlement organique; celui-ci est approuvé par le Roi.

Cette disposition est une conséquence logique du principe proclamé à l'alinéa 1^{er}.

Recevant une existence juridique indépendante, l'œuvre devait pouvoir régler elle-même son action. Mais n'existant que grâce à la volonté du législateur qui la constitue pour assister le pouvoir exécutif dans l'exécution d'une tâche déterminée, l'œuvre devait naturellement soumettre son règlement à l'approbation du chef du pouvoir exécutif.

Le texte de l'article 1^{er} serait donc rédigé comme suit :

« L'OEuvre nationale de l'enfance, instituée par la présente loi, jouit de la
» personnification civile dans les limites et sous les conditions résultant des
» dispositions suivantes.

» Le règlement organique de l'OEuvre nationale est soumis à l'approbation
» du Roi ».

ART. 2.

Le texte du projet primitif du Gouvernement n'est pas modifié.

Cet article définit le rôle qui est attribué à l'OEuvre nationale; celle-ci assumera donc l'obligation d'assurer le fonctionnement d'un ensemble de services analogues à ceux qui ont été établis pendant la guerre par le département de l'enfance du Comité national.

ART. 3.

Cet article indique qu'elles sont les ressources dont l'OEuvre nationale disposera; il règle le mode de contrôle des subsides alloués par les pouvoirs publics.

Votre Section centrale vous propose deux amendements à cet article.

Elle vous prie de décider qu'à l'alinéa 2, le contrôle sera réglé par *arrêté royal* et non par *arrêté ministériel*. Un arrêté royal, publié au *Moniteur*, assure mieux que ne le ferait un arrêté ministériel, la publicité des mesures qui seront décrétées pour surveiller l'emploi qui sera fait des crédits inscrits au Budget.

Tenant compte du fait que l'Œuvre nationale jouissant de la personification civile pourra recevoir des dons, des legs, disposer de ressources distinctes de celles qui lui sont fournies grâce à l'octroi de subsides alloués par les pouvoirs publics, votre Section centrale vous propose d'ajouter un alinéa nouveau à l'article 3 et de décider : « les règles de répartition des fonds dont l'Œuvre » nationale disposerait par dons, legs, ou autrement, en faveur des consultations » de nourrissons, des œuvres de protection de la première enfance et des » cantines scolaires seront égales pour toutes les œuvres de chacune des caté- » gories fonctionnant sur le territoire de la même localité et agréées par » l'Œuvre nationale ».

« La liste des subsides répartis entre les diverses œuvres sera publiée » annuellement au *Moniteur belge*. »

Le droit doit être concédé à l'Œuvre nationale d'allouer chaque année des subsides exceptionnels à des œuvres locales; cela est indiscutable. Le droit de l'Œuvre nationale de fixer l'import de ces subsides en proportion des ressources locales et des besoins est non moins évident. Ainsi, par exemple, à la suite d'une épidémie, il pourrait être nécessaire de faire donner aux enfants, aux mères, une nourriture plus substantielle. Ainsi encore, les ressources peuvent venir à manquer dans une commune ravagée par un cataclysme. Ainsi, enfin, les communes appartenant aux régions dévastées du pays devront être spécialement assistées. Mais les circonstances qui justifient l'octroi de subsides extraordinaires ou spéciaux à une commune exerçant la même influence sur tous les enfants de la localité, ceux-ci doivent tous bénéficier également des avantages qui sont procurés par l'affiliation à un organisme agréé par l'Œuvre nationale.

L'article 3, tel qu'il est amendé par la Section centrale, est conçu comme suit :

ART. 3.

L'Œuvre nationale de l'enfance est subsidiée annuellement par le Trésor public, dans la limite des crédits qui seront, à cet effet, portés au budget.

Le contrôle de l'emploi des subsides alloués par les pouvoirs publics est réglé par arrêté royal.

Les règles de répartition des fonds dont l'Œuvre nationale disposerait par dons, legs, ou autrement, en faveur des consultations de nourrissons, des œuvres de protection de la première enfance et

ART. 3.

Het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn ontvangt jaarlijks toelagen uit de Openbare Schatkist, binnen de grenzen der daartoe op de begrooting uitgetrokken-credieten.

Het toezicht op het gebruik der toelagen, door de openbare machten verleend, wordt bij koninklijk besluit geregeld.

De regels voor de verdeling der gelden, waarover het Nationaal Werk mocht beschikken door schenkingen, legaten, of anderszins, ten bate van de consultatieinrichtingen voor zuigelin-

des cantines scolaires seront égales pour toutes les œuvres de chacune des catégories fonctionnant sur le territoire de la même localité et agréées par l'Œuvre nationale.

La liste des subsides répartis entre les diverses œuvres sera publiée annuellement au Moniteur belge.

gen, van de instellingen tot bescherming der kinderen in jeugdigen leeftijd en van de schoolmalen, zijn dezelfde voor al de instellingen van elke soort, welke binnen dezelfde gemeente werkzaam zijn en door het Nationaal Werk zijn toegelaten.

De lijst der toelagen, onder de verscheidene werken verdeeld, wordt elk jaar in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

ART. 3^{bis}.

Cet article nouveau, proposé par le Gouvernement, est conçu comme suit :

- « Il est institué un Conseil supérieur des Œuvres de l'enfance qui a pour » mission :
- » 1° De diriger et d'administrer l'Œuvre nationale;
 - » 2° De donner son avis sur toutes les questions qui lui sont soumises par le » Gouvernement relativement à la protection de l'enfance.
 - » Le Conseil supérieur est composé de trente membres au plus, nommés pour cinq ans, et dont le mandat est renouvelable à l'expiration de ce délai.
 - » Pour la première fois, les membres sont nommés par le Roi.
 - » Dans la suite, le Conseil se renouvelle par cooptation. La désignation des » nouveaux membres se fait dans le mois précédant l'expiration des mandats.
 - » Le Conseil choisit dans son sein son président et ses deux vice-présidents;
 - » le secrétaire général est nommé par le Roi parmi les membres du Conseil. »

Votre Commission ne s'est pas ralliée sans discussion au principe du recrutement du Comité par voie de cooptation.

Certains membres ont estimé que par suite des relations qui s'établiraient entre les membres du Comité, les membres sortants auraient presque toujours été assurés du renouvellement de leur mandat; que ce mode de nomination rendait difficile l'entrée au Comité de personnalités dont les conceptions techniques heurteraient des idées appliquées depuis longtemps par les dirigeants de l'Œuvre nationale. Ils ont demandé notamment que les fondateurs et les directeurs d'organismes locaux aient le droit de nommer un certain nombre de membres du Comité.

M. le Ministre des Affaires économiques, appelé au sein de la Section a insisté pour le système qu'il avait proposé soit adopté.

La majorité des membres de la Section s'est ralliée à son avis. La direction de l'Œuvre nationale doit exclusivement être confiée à des personnalités compétentes, originaires des diverses provinces du pays, soucieuses seulement de doter la nation d'une organisation qui améliorera le sort des enfants tout en respectant le droit imprescriptible de la famille de diriger l'éducation de l'enfant. La présence au Ministère de l'éminent Secrétaire général du département de l'enfance du Comité national est une garantie que les premières nominations seront faites dans cet esprit. Les nominations subséquentes étant abandonnées à ceux que la protection

de l'enfance intéresse et préoccupe réellement, la haute conception que ceux-ci auront de la tâche qu'ils ont entreprise assure le maintien de l'entrée dans leur collège d'hommes dont les connaissances et l'activité sont indiscutables. Au surplus, la représentation au sein du Comité des dirigeants d'organismes locaux sera assurée puisque M. le Ministre des Affaires économiques a annoncé son intention formelle d'exiger que le règlement qui sera présenté par l'Œuvre nationale à l'approbation du Roi devra garantir la présence au sein du Bureau central de personnalités appartenant aux diverses provinces du pays et qui auront donné des preuves de compétence réelle par une participation directe et active à la gestion de groupements locaux.

SECTION II.

Du statut juridique de l'établissement.

ART. 4, 5 et 6.

Ces articles déterminent le statut juridique de l'œuvre. Ils contiennent des dispositions identiques à celles qui furent adoptées par les Chambres lors de la discussion de la loi créant l'Œuvre nationale des Orphelins de la guerre.

SECTION III.

Des institutions à établir par l'Œuvre nationale.

ART. 7.

Le Gouvernement propose les amendements suivants au texte primitif :

Supprimer les mots : « Etablira ou ... »

Ajouter : « Une même consultation pourra étendre son action à plusieurs communes ».

L'article ne doit plus prévoir, en effet, l'organisation directe par l'Œuvre nationale de consultations de nourrissons dans une commune, puisque, les conditions auxquelles cette organisation directe sera subordonnée sont définies à l'article 7^{ter} nouveau.

L'ajoute à l'article de l'alinéa nouveau proposé s'impose, parce qu'il se rencontre dans le pays un grand nombre de communes peu peuplées où la natalité est si faible et le nombre de personnes capables de diriger une consultation si restreint, que l'installation d'un organisme local spécial serait soit peu justifié soit impossible.

ART. 7^{bis}.

Le Gouvernement vous propose de décider :

« Pour pouvoir être agréées, les consultations de nourrissons devront réunir » les conditions établies par le règlement de l'Œuvre nationale et notamment :

» 1° Assurer, conformément aux instructions données par l'Œuvre nationale » de l'enfance, la visite périodique et gratuite, par le médecin désigné par le

- » Comité, de tous les enfants âgés de moins de 3 ans dont la famille est affiliée à
- » la consultation;
- » 2° Organiser une consultation médicale et gratuite pour les futures mères;
- » 3° Organiser la diffusion des notions essentielles relatives à l'hygiène de la
- » première enfance ainsi que la propagande en faveur de l'allaitement maternel;
- » 4° Remettre à l'Œuvre nationale, aux dates fixées par elle, des comptes
- » périodiques de recettes et de dépenses dressées conformément à un modèle
- » arrêté par l'Œuvre nationale;
- » 5° Accepter l'inspection du Comité par les délégués désignés par l'Œuvre
- » nationale;
- » 6° Pourvoir, à l'aide de fonds recueillis par les soins du Comité, à la partie
- » des dépenses supérieure au montant des subsides alloués et qui sont nécessaires
- » au fonctionnement de la consultation;
- » 7° Accepter la surveillance des enfants placés en nourrice par application
- » de l'article 9 de la présente loi ».

Les conditions légales auxquelles l'agrégation des consultations de nourrissons serait subordonnée sont les mêmes que celles qui étaient exigées par le Comité National. pour l'octroi des subsides dont il disposait.

Une expérience de plus de quatre ans en a démontré la nécessité; l'insertion de ces conditions dans le texte légal garantit les organismes locaux contre tout arbitraire possible de décisions prises par le Comité dirigeant l'œuvre nationale.

ART. 7^{ier}.

Le Gouvernement vous propose de décider :

- « L'Œuvre nationale de l'enfance pourra établir des consultations de nourris-
- » sons dans les localités où, un an après la mise en vigueur de la présente loi,
- » aucune institution n'a sollicité et obtenu son agrégation. »

En vous demandant l'adoption de cet article nouveau le Gouvernement se conforme aux vœux qui ont été exprimés par les Sections de la Chambre. De plus, il insère dans la loi organique le principe même dont il s'est inspiré lors de la rédaction des textes qui vous sont soumis : l'expérience faite par le Comité national a démontré « la possibilité d'une action d'ensemble essentiellement » appuyée sur la spontanéité des efforts particuliers organisés et dirigés selon » quelques vues larges et simples ».

Il était donc indispensable que tout effort particulier local possédât, pour s'exercer avec toute l'ampleur requise, la garantie que son initiative ne serait point gênée par une action simultanée émanant du Comité de l'Œuvre nationale.

ART. 8.

Cet article règle les pouvoirs que possède l'Administration communale à l'égard des consultations de nourrissons; il détermine, à l'alinéa 2, qui supportera les frais résultant du fonctionnement de cet organisme.

Votre Section centrale vous propose deux amendements.

La direction technique et administrative des consultations locales appartient à l'Œuvre nationale; une intervention des administrations communales dans cette direction ne se comprend et ne se justifie que parce qu'elles allouent des subsides. Il importe donc de dire à l'alinéa 1^{er} de l'article que les consultations seront placées sous le *contrôle* et non sous l'*autorité* de l'administration communale. Tel est l'objet du premier amendement qui vous est proposé par votre Section centrale.

Le second amendement qui vous est soumis par votre Section centrale est libellé comme suit :

« Les frais des consultations de nourrissons agréées par l'Œuvre nationale » seront supportés à concurrence d'un tiers par l'État, d'un sixième par la » province et d'un sixième par la commune.

» L'Œuvre nationale supportera la totalité des dépenses des œuvres créées par elle. »

Le projet du Gouvernement met les frais à la charge exclusive de l'État et de la commune.

Votre Section centrale prévoit une intervention personnelle des dirigeants des œuvres locales parce que l'initiative privée s'intéressera moins à un organisme dont la gestion ne demande que du dévouement tandis qu'elle donnera sa collaboration la plus complète si, au dévouement, se joint un sacrifice pécuniaire.

La modicité des frais qu'entraîne l'organisation d'une consultation permet d'imposer une dépense aux particuliers sans devoir craindre d'entraver leur action.

L'intervention de la province s'impose et la réduction de la charge imposée aux communes se justifie parce que nombre de communes sont dépourvues de ressources. Le subside provincial sera alloué au moyen de contributions perçues également dans les parties riches et non dévastées de nos provinces et les sommes recueillies là, supérieures au montant des besoins locaux, allègeront la charge imposée aux populations dont les ressources sont modiques.

L'article 8, amendé par la Section centrale, est conçu comme suit :

Les consultations de nourrissons seront, dans chaque commune, placées sous le contrôle d'un comité au sein duquel l'administration communale sera représentée.

Les frais des consultations de nourrissons agréées par l'Œuvre nationale seront supportés à concurrence d'un tiers par l'État, d'un sixième par la province et d'un sixième par la commune.

L'Œuvre nationale supportera la totalité des dépenses des œuvres créées par elle.

De consultatieinrichtingen voor zuigelingen in elke gemeente, staan, onder het toezicht van een comiteit waarin het gemeentebestuur vertegenwoordigd is.

De kosten der consultatieinrichtingen voor zuigelingen, door het Nationaal Werk toegelaten, worden gedragen door den Staat voor een derde, door de provincie voor een zesde en door de gemeente voor een zesde.

Het Nationaal Werk draagt al de kosten der werken, welke het tot stand brengt.

ART. 9 et 10.

Les articles 9 et 10 du projet de loi primitif et du projet de loi amendé imposent, en principe; l'obligation à tous ceux qui veulent, moyennant salaire, recevoir des enfants en nourrice ou garde, de solliciter du Collège des Bourgmestres et échevins, l'autorisation d'exercer leur profession; en outre, ils soumettent les gardiens et les nourriciers à une surveillance spéciale.

Votre Section centrale admet sans hésitation que les gardiens et les nourriciers salariés doivent être surveillés; des crimes révoltants se commettent impunément dans les asiles qu'ils organisent.

Le projet de loi sanitaire déposé par M. Berryer, l'article 9 du projet qui vous est soumis subordonnait l'ouverture d'une garderie à certaines conditions.

Estimant que la surveillance qui aurait été établie par application de ces dispositions n'était pas encore suffisamment effective et constante, le Gouvernement, amendant le projet de loi sur lequel vous êtes appelé à statuer, vous propose de décider :

« Nul ne peut recevoir en nourrice ou en garde, moyennant salaire, des enfants »
» âgés de moins de sept ans, sans une autorisation du Collège des bourgmestre »
» et échevins. A la demande d'autorisation, sera jointe une attestation délivrée »
» par une consultation de nourrissons agréée par l'OEuvre nationale et fonction- »
» nant sur le territoire de la commune, certifiant que le médecin de cette consul- »
» tation visitera les enfants au moins une fois par mois afin de s'assurer s'ils »
» reçoivent les soins nécessaires et que le nourricier ou le gardien a souscrit »
» l'engagement de se conformer aux indications qui leur seront données par le »
» Comité de la consultation de nourrissons dans l'intérêt de la santé et de la »
» moralité des enfants.

» L'OEuvre nationale de l'enfance pourra agréer des institutions qui recueillent »
» les enfants âgés de moins de sept ans. Dans ce cas, l'autorisation préalable du »
» Collège des bourgmestre et échevins n'est plus requise. »

Votre Section centrale croit pouvoir se rallier à cette proposition.

ART. 11.

Cet article prévoit l'organisation dans les communes de comités institués en vue d'améliorer l'alimentation des enfants en bas-âges, des mères nourrices ou les futures mères.

Afin de préciser ici également, comme il l'a fait pour les consultations de nourrissons, les conditions auxquelles l'agrégation de ces comités sera subordonnée, le Gouvernement, amendant le texte du projet qui vous avait été primitivement soumis, vous propose de décider :

« Dans les communes où l'opportunité de la mesure sera démontrée par le »
» fait que vingt mères ou futures mères le demandent, l'OEuvre nationale de »
» l'enfance pourra agréer les Comités organisés en vue d'améliorer l'alimen-

» tation des enfants en bas âge, des mères nourrices ou des futures mères, si ces
» Comités :

» 1° Organisent, conformément aux instructions données par l'Œuvre nationale, la distribution du lait consommé par les enfants artificiellement alimentés ou soumis au régime de l'alimentation mixte;

» 2° Assurent, en cas échéant, la distribution aux mères nourrices, pendant l'allaitement, ou aux futures mères, pendant les quatre mois qui précèdent l'accouchement, d'un repas à consommer sur place; les quantités de ces aliments et la composition type du repas seront arrêtées par l'Œuvre nationale de l'enfance. Celle-ci pourra également autoriser d'autres encouragements pour les mères nourrices et futures mères;

» 3° Organisent une consultation médicale pour les mères nourrices et les futures mères affiliées au Comité;

» 4° Acceptent de se conformer aux prescriptions des alinéas 3, 4, 5 et 7^{bis} de l'article 8 de la présente loi ».

Les dispositions nouvelles sont analogues à celles dont le Comité national exigeait l'observation.

Elles ont reçu l'approbation de votre Section centrale.

Afin que les cantines maternelles qui se conforment aux règlements qui leur seront imposés soient, comme les consultations de nourrissons, assurées d'obtenir l'appui de l'Œuvre nationale, votre Section centrale vous propose de :

Remplacer les mots : « pourra agréer » par le mot : « agréera ».	De woorden : « kan toelaten » te vervangen door het woord : « toelaat ».
---	---

ART. 11^{bis}.

Pour les motifs qui justifient les dispositions de l'article 7^{ter}, le Gouvernement vous propose de décider :

« L'œuvre nationale de l'enfance pourra établir des œuvres d'alimentation des
» enfants en bas-âge, des futures mères et des mères nourrices dans les localités
» où, six mois après la constatation de l'opportunité de la création d'une œuvre
» de cette espèce, ainsi qu'il est dit à l'article 11, aucune institution n'a été
» établie. »

Afin que le délai endéans lequel l'initiative privée doit prouver qu'elle est capable d'organiser une cantine maternelle soit de même que celui qui lui est donné pour l'organisation des consultations de nourrissons, votre Section centrale vous propose de :

Remplacer les mots : « six mois » par les mots : « un an ».	De woorden : « zes maanden » te ver- vangen door de woorden : « één jaar ».
--	--

ART. 12.

L'expérience des dernières années a démontré combien le système appliqué par le Comité national était pratique et simple quand il s'agit d'organiser des repas scolaires.

Le Gouvernement vous propose de l'adopter en principe.

Mais comme la suppression du rationnement permet à la famille de donner dans un grand nombre de communes une alimentation suffisante aux enfants, le repas scolaire ne serait pas imposé partout, mais là seulement où un groupe de pères de familles important demanderait de pouvoir bénéficier de cette faveur.

L'article 12 amendé par le Gouvernement serait donc rédigé comme suit :

« Dans les communes où l'opportunité d'assurer l'organisation de cantines » scolaires aura été démontrée par le fait que des chefs de famille ayant ensemble » vingt enfants en âge scolaire le demandent, l'Œuvre nationale constituera un » Comité des repas scolaires au sein duquel l'Administration communale sera » représentée et qui assumera la direction et le contrôle du service. Ce Comité » sera chargé :

» 1°. D'assurer la distribution du repas dont la composition sera arrêtée par » l'Œuvre nationale;

» 2°. D'accepter de se conformer aux prescriptions des alinéas 3, 4, 5 et 6 de » l'article 7^{bis} de la présente loi;

» D'accorder une alimentation spéciale aux enfants débiles.

» Les attributions du Comité des repas scolaires comprennent exclusivement » la direction de tous les services d'achat de matières premières, la préparation » de repas et la distribution séparée entre les diverses écoles de la localité ».

ART. 13.

Le Gouvernement propose de laisser à la charge exclusive de l'État et des communes les frais résultant du fonctionnement des cantines maternelles et de la distribution de repas scolaires.

Pour les motifs qui l'ont amené à vous proposer des amendements à l'article 8 votre Section centrale vous demande d'amender l'article comme suit :

« Les frais des services de l'alimen-
tation de l'enfance prévus aux articles 11
et 12 de la présente loi seront supportés
à concurrence de la moitié par l'État,
d'un quart par la Province et d'un quart
par la Commune, dans les limites cepen-
dant d'un maximum à déterminer par
arrêté royal, sur la proposition de
l'Œuvre nationale.

« De kosten van de diensten voor
kindervoeding, voorzien bij de artike-
len 11 en 12 dezer wet, worden ge-
dragen door den Staat voor de helft,
door de Provincie voor een vierde en
door de Gemeente voor een vierde, doch
binnen de grenzen van een maximum,
bij koninklijk besluit te bepalen op
voorstel van het Nationaal Werk. »

ART. 14.

Comme l'Exposé des motifs le démontre, la nécessité absolue du principe de la participation gratuite aux œuvres d'alimentation diminuera dans la mesure où les conditions générales de la vie redeviendraient normales.

L'article 14 détermine les cas où une rétribution pourra être exigée des participants. Votre Section centrale estime que l'Exposé des motifs justifie suffisamment les propositions qui vous sont faites à cet égard.

ART. 15 et 16.

Ces articles règlent les conditions auxquelles sera subordonné l'institution ou l'agréation de colonies d'enfants débiles.

Ils n'ont pas soulevé d'observations et votre Section centrale estime que l'exposé des motifs justifie complètement les dispositions dont le Gouvernement propose l'adoption.

ART. 17.

Il reproduit textuellement une disposition empruntée à la loi du 15 mai 1912, relative à la protection de l'enfance.

Le vote s'en impose sans discussion possible.

Dispositions fiscales.**ART. 18.**

Il ne peut donner lieu à discussion : les faveurs qui seront accordées à l'OEuvre nationale de l'Enfance seront les mêmes que celles dont jouit l'OEuvre nationale des Orphelins de la guerre.

*
* *

Votre Section vous propose, à l'unanimité, d'adopter le projet de loi amendé qui vous est soumis.

Le Rapporteur,
LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,
EM. TIBBAUT.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 29 JULI 1919.

Ontwerp van wet tot instelling van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN
HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat U door de Regeering ter behandeling is voorgelegd, heeft ten doel, in al de streken, soms zelfs in al de gemeenten van het land, instellingen tot stand te brengen om tot de verbetering van de kinderhygiëne en de kindervoeding bij te dragen. En om dit beoogde doel te bereiken, was de Regeering van oordeel dat het, in beginsel, noodzakelijk was de werken, door het Departement voor kinderbescherming van het Nationaal Comité in België tot stand gebracht, te behouden, mits men ze aan de nieuwe toestanden aanpast.

Het op 12 Februari ingediende wetsontwerp werd door de afdeelingen goedgekeurd; echter gingen de uitgebrachte jastemmen met zekere voorbehoudingen gepaard; al de afdeelingen waren van oordeel dat de bevoegdheden, aan de voorgestelde openbare instelling erkend, te zeer uitgebreid waren en dat het ontwerp « in vrijheidszin moest gewijzigd worden ».

De wensch, door de afdeelingen geuit, strookte met de gedachten, waarvan de Regeering uitging bij het opstellen van het wetsontwerp. Indien zij

(1) Wetsontwerp, n° 64.

Amendementen n° 201 en 234.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer TIBBAUT, bestond uit de heeren DE BUE, HUBIN, PUSSEMIER, VAN CLEEMPUTTE, SERVAYS en VAN CAUTEREN.

inderdaad vroeg, dat de diensten van het Nationaal Comité in zake kinderrygiëne zouden bevestigd en bestendigd worden, dan was het alleen omdat, gedurende de bezetting, dit Comité door de bekomen uitslagen had bewezen, dat het mogelijk was, zooals de Memorie van Toelichting het zegt, « tot een » gezamenlijke handeling te geraken, hoofdzakelijk stéunende op het vanzelf » ontstaan der afzonderlijke pogingen geregeld en geleid volgens eenige » ruime en eenvoudige begrippen ». Ook maakte de Minister van Economische Zaken, reeds op 26 Juni, aan de Middenafdeeling een reeks amendementen tot nadere omschrijving van de gedachte, die haar heeft geleid, en tot juiste bepaling van de taak die aan de openbare instelling en aan de plaatselijke inrichtingen zou opgedragen worden.

De teksten, waarover gij te stemmen hebt, zijn dus die, welke zijn samengevat in de artikelen van het op 12 Februari ingediende wetsontwerp en in de op 26 Juni voorgestelde amendementen.

I.

Zonder aarzelen hebben de leden uwer Middenafdeeling de noodzakelijkheid van het onderhavige wetsontwerp beaamd. Inderdaad, toen op 12 November 1912 de heer Berryer, Minister van Binnenlandsche Zaken, het ontwerp van Gezondheidswet ter tafel legde, drong hij er reeds op aan dat het noodig was de ontwikkeling van de Werken tot Kinderbescherming te bevorderen; hij rechtvaardigde zijn voorstel door er op te wijzen, hoe abnormaal de kindersterfte was in sommige streken van het land. Welnu, uit de proefneming van het Nationaal Comité is gebleken dat deze sterfte in aanzienlijke verhouding kan beperkt worden, zelfs gedurende den oorlogstijd, wanneer al de levensvoorwaarden, aan de bevolking opgelegd, de oorzaken van sterfte vermeerderden en de werkzaamheid der maatschappijen voor kinderbescherming belemmerden. Op het oogenblik dat al de pogingen der openbare machten en der burgers tot 's Lands Herstel moeten worden aangewend, was het dus onontbeertlijk maatregelen te nemen, opdat de komende geslachten ten volle kunnen beschikken over de lichamelijke en zedelijke kracht, vereischt voor de zwaarwichtige taak die zij nog te vervullen hebben.

Uwe Middenafdeeling heeft insgelijks zonder aarzeling erkend dat de verbetering der voeding en vooral der kinderrygiëne slechts kon bekomen worden door de « plaatselijke middelen » welke « naar eenige ruime en eenvoudige begrippen zouden geregeld en geleid worden ». De huismoeder, vooral de aankomende moeder is er om bekommerd de onafhankelijkheid van haren haard te handhaven en er de gezelligheid van te vrijwaren. Indien zij, bijvoorbeeld, om de voordeelen te bekomen, die haar kunnen verleend worden dank zij de toelagen van de openbare machten, niet vrij den persoon mag kiezen aan wien zij soms de geheimen van haar leven of de bijzonderheden van haar bestaan moet bekend maken, zal zij afzien van

de verlichte raadgevingen welke haar aangeboden worden. De aankomende moeder zal handelen, de moeder zal haar kind grootbrengen volgens de oude sleur en soms volgens de misdadige opvattingen van hare omgeving. Alleen een vrijelijk aanvaard toezicht, op vertrouwen en wederkerige achting gegrond, kan de huismoeder er toe brengen, af te zien van praktijken waarvan zij zelve eens het voorwerp was en waarvan zij den schadelijken invloed niet heeft ondergaan, door nieuwe methoden aan te nemen, die met de vroegere gebruiken afbreken.

II

Het onderzoek van de artikelen van het wetsontwerp en van die der amendementen door de Regeering ingediend, gaf tot de volgende aanmerkingen aanleiding :

EERSTE AFDEELING.

Algemeene bepalingen.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 1 van het oorspronkelijke ontwerp, evenals artikel 1 van het gewijzigd ontwerp, bepalen dat het Nationaal Werk, wien de taak zal worden opgedragen de maatregelen tot verbetering der kinderhygiëne en der kindervoeding toe te passen, rechtspersoonlijkheid zal bezitten.

De Memorie van Toelichting rechtvaardigt het toekennen dezer gunst.

De tekst van het 1^{ste} lid van het gewijzigd artikel omschrijft nauwkeuriger, dan zulks in het oorspronkelijk ontwerp geschiedde, den juridischen aard van de ontworpen Instelling.

De tekst van het 2^{de} lid wijzigt het oorspronkelijk ontwerp.

In dit laatste werd de regeling van het werk door den Koning vastgesteld.

In het gewijzigd ontwerp stelt de Instelling de bepalingen van haar organiek reglement zelf vast; dit reglement wordt door den Koning goedgekeurd.

Deze bepaling is een redematig gevolg van het beginsel, door het 1^{ste} lid gehuldigd.

Daar het Werk een zelfstandig juridisch bestaan bekomt, zou het zelf zijne werking moeten kunnen regelen. Doch daar zijn bestaan afhangt van den wil des wetgevers, die het tot stand brengt om de uitvoerende macht te steunen bij het vervullen van eene bepaalde taak, moest het Werk natuurlijk zijn reglement onderwerpen ter goedkeuring aan het hoofd der uitvoerende macht.

De tekst van artikel 1 zou dus luiden als volgt :

« Het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, door deze wet ingesteld,

- » bezit rechtspersoonlijkheid binnen de grenzen en onder de voorwaarden
- » voortvloeiende uit de navolgende bepalingen.
 - » Het organiek reglement van het Nationaal Werk moet door den
- » Koning goedgekeurd worden. »

ART. 2.

De tekst van het oorspronkelijk ontwerp der Régeering blijft ongewijzigd.

Dit artikel bepaalt de zending van het Nationaal Werk; dit Werk zal dus de verplichting op zich nemen de werking te verzekeren van een stel van diensten zooals die welke, gedurende den oorlog, door het Departement voor de Kindsheid van het Nationaal Comitéit werden opgericht.

ART. 3.

Dit artikel duidt aan over welke middelen het Nationaal Werk zal beschikken; het regelt het toezicht op de toelagen, door de openbare machten toegekend.

Uwe Middenafdeeling stelt twee amendementen op dit artikel voor.

Zij verzoekt U te beslissen, bij het 2^o lid, dat het toezicht zal geregeld worden bij *koninklijk besluit*, niet bij *ministerieel besluit*. Een in het *Staatsblad* bekendgemaakt koninklijk besluit verzekert beter dan een ministerieel besluit de openbaarmaking van de maatregelen, welke zullen getroffen worden om na te gaan hoe de credieten, op de Begrooting uitgetrokken, worden gebruikt.

Rekening houdende met het feit, dat het Nationaal Werk, wanneer het rechtspersoonlijkheid bezit, schenkingen en legaten zal kunnen ontvangen, en beschikken over inkomsten andere dan die welke hem verstrekt worden, dank zij de toekenning van toelagen door de openbare machten verleend, stelt uwe Middenafdeeling U voor, aan artikel 3 een nieuw lid toe te voegen, luidende : « de regels voor de verdeling der gelden, waarover het Nationaal » Werk mocht beschikken door schenkingen, legaten, of anderszins, ten » bate van de consultatie-inrichtingen voor zuigelingen, van de instellingen » tot bescherming der kinderen in jeugdigen leeftijd en van de schoolmalen, » zijn dezelfde voor al de instellingen van elke soort, welke binnen dezelfde » gemeente werkzaam zijn en door het Nationaal Werk zijn toegelaten ».

« De lijst der toelagen, onder de verscheidene werken verdeeld, wordt » elk jaar in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. »

Aan het Nationaal Werk moet het recht toegekend worden, ieder jaar buitengewone toelagen toe te kennen aan plaatselijke werken; dit is on'etwistbaar. Het recht van het Nationaal Werk om het bedrag dezer toelagen te bepalen in verhouding tot de plaatselijke middelen en de behoeften, is niet minder blijkbaar. Alzoo, bij voorbeeld, zou, ten gevolge van eene besmettelijke ziekte, het noodig kunnen zijn aan de kinderen, aan de moe-

ders een meer krachtige voeding te geven. Alzoo kunnen nog de noodige middelen ontbreken in eene gemeente die door eene ramp werd verwoest. Alzoo, eindelijk, zullen de gemeenten uit de verwoeste streken van het land op bijzondere wijze moeten gesteund worden. Doch, daar de omstandigheden, welke de toekenning van buitengewone of bijzondere toelagen aan eene gemeente rechtvaardigen en denzelfden invloed op al de kinderen der gemeente uitoefenen, moeten deze allen op gelijke wijze de voordeelen genieten, welke verstrekt worden door de aansluiting bij eene door het Nationaal Werk toegelaten instelling.

Artikel 3, zooals het door de Middenafdeeling is gewijzigd, luidt :

ART. 3.

L'Œuvre nationale de l'enfance est subsidee annuellement par le Trésor public, dans la limite des crédits qui seront, à cet effet, portés au budget.

Le contrôle de l'emploi des subsides alloués par les pouvoirs publics est réglé par arrêté royal.

Les règles de répartition des fonds dont l'Œuvre nationale disposerait par dons, legs, ou autrement, en faveur des consultations de nourrissons, des œuvres de protection de la première enfance et des cantines scolaires seront égales pour toutes les œuvres de chacune des catégories fonctionnant sur le territoire de la même localité et agréées par l'Œuvre nationale.

La liste des subsides répartis entre les diverses œuvres sera publiée annuellement au Moniteur belge.

ART. 3.

Het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn ontvangt jaarlijks toelagen uit de Openbare Schatkist, binnen de grenzen der daartoe op de begrooting uitgetrokken credieten.

Het toezicht op het gebruik der toelagen, door de openbare machten verleend, wordt bij koninklijk besluit geregeld.

De regels voor de verdeeling der gelden, waarover het Nationaal Werk mocht beschikken door schenkingen, legaten, of anderszins, ten bate van de consultatie-inrichtingen voor zuigelingen, van de instellingen tot bescherming der kinderen in jeugdigen leeftijd en van de schoolmalen, zijn dezelve voor al de instellingen van elke soort, welke binnen dezelfde gemeente werkzaam zijn en door het Nationaal Werk zijn toegelaten.

De lijst der toelagen, onder de verscheidene werken verdeeld, wordt elk jaar in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

ART. 3^{bis}.

Dit nieuw artikel, door de Regeering voorgesteld, luidt als volgt :

« Er wordt een Hooge Raad van de werken ten bate van de kinderen » ingesteld, hij heeft tot opdracht :

» 1^o Het Nationaal Werk te besturen en te beheeren ;

» 2^o Zijn advies uit te brengen over al de vraagstukken die hem door » de Regeering betreffende de kinderbescherming worden onderworpen.

- » De Hooge Raad bestaat uit ten minste dertig leden; zij worden
- » benoemd voor vijf jaar en hun mandaat kan, na het verstrijken van deze
- » tijdruimte, vernieuwd worden.
- » Voor de eerste maal worden de leden door den Koning benoemd.
- » Later wordt de Raad bij onderlinge aanvulling vernieuwd. De aan-
- » wijzing van de nieuwe leden geschiedt binnen de maand, die aan het
- » vervallen van de mandaten voorafgaat.
- » De Raad benoemt onder zijne leden zijnen voorzitter en zijne twee
- » ondervoorzitters; de algemeene schrijver wordt door den Koning onder
- » de leden van den Raad benoemd. »

Uwe Commissie heeft zich, slechts na bespreking, aangesloten bij het beginsel der aanwerving van het Comité bij wijze van onderlinge aanvulling.

Sommige leden waren van gevoelen dat, ten gevolge van de betrekkingen welke onder de leden zouden ontstaan, de uittredende leden bijna altijd verzekerd zouden geweest zijn, hun mandaat te zien vernieuwen; dat deze wijze van benoeming den toegang tot de Comitéten bezwaarlijk maakte voor personen, wier technische opvattingen zouden aandruischen tegen de gedachten welke door de leiders van het Nationaal Werk sinds langen tijd werden toegepast. Zij hebben, namelijk, gevraagd dat de oprichters en de bestuurders van plaatselijke inrichtingen het recht zouden hebben, een zeker aantal leden van het Comité te benoemen.

De Minister van Economische Zaken, door de Middenafdeeling in haar midden ontboden, drong aan opdat het door hem voorgestelde stelsel zou worden aangenomen.

De meerderheid van de leden der Middenafdeeling heeft zich bij zijn oordeel aangesloten. Het bestuur van het Nationaal Werk moet uitsluitend worden toevertrouwd aan bevoegde personen, uit de onderscheidene provinciën des lands herkomstig, die er alleen om bedacht zijn, aan het Land eene instelling te schenken, welke het lot der kinderen zal verbeteren met inachtneming van het onvervreemdbaar recht der familie om de opvoeding van het kind te leiden. Dat de achtbare Algemeene Schrijver van het Departement voor de kindsheid van het Nationaal Comité aan het hoofd van het Ministerie staat, is een waarborg dat de eerste benoëmingen in dien geest zullen geschieden. Daar de latere benoëmingen zijn overgelaten aan hen die wezenlijk belang stellen in de kinderbescherming, geeft de hooge opvatting, welke dezen hebben van de taak die zij op zich hebben genomen, de zekerheid dat men steeds mannen van eene onbetwiste kennis en werkzaamheid in hun midden zal opnemen. Daarenboven zal de vertegenwoordiging in den schoot van het Comité der bestuurders van plaatselijke instellingen verzekerd zijn, daar de Minister van Economische Zaken zijn uitdrukkelijk inzicht heeft doen kennen, te eischen dat het reglement, door het Nationaal Werk aan den Koning ter goedkeuring te onderwerpen, zal moeten waarborgen, dat personen uit de onderscheidene provinciën van het land, die, door eene

rechtstreeksche en werkdadige medewerking aan het bestuur der plaatselijke groepeerings, bewijzen van wezenlijke bekwaamheid hebben gegeven, in het hoofdbureel zullen zitting hebben.

AFDEELING II.

Juridisch statuut der instelling.

ART. 4, 5 en 6.

Deze artikelen bepalen het juridisch statuut van het Werk. Zij bevatten bepalingen van gelijken aard als die, door de Kamer aangenomen bij de behandeling der wet tot oprichting van het Nationaal Werk der Oorlogsweezen.

AFDEELING III.

Instellingen door het Nationaal Werk op te richten.

ART. 7.

De Regeering stelt de volgende amendementen op den oorspronkelijken tekst voor :

De woorden : « Inrichten of ... » te doen wegvallen.

Toe te voegen : « Eene zelfde consultatie-inrichting kan hare werking tot verscheidene gemeenten uitstrekken ».

Het artikel moet inderdaad niet meer de rechtstreeksche inrichting voorzien, door het Nationaal Werk, van consultatie-inrichtingen voor zuigelingen in eene gemeente, aangezien de vereischten, waarvan deze rechtstreeksche instelling afhankelijk zal gemaakt worden, door het nieuw artikel 7^{ter} bepaald worden.

De toevoeging van het nieuw voorgestelde lid aan het artikel is noodzakelijk, daar in het land een groot aantal min bevolkte gemeenten voorkomen, waar de geboorten zoo gering zijn en het aantal personen, die bekwaam zijn om een consultatie-inrichting te besturen, zoo beperkt is dat de oprichting van eene bijzondere plaatselijke instelling ofwel weinig gebillijkt, ofwel onmogelijk zou zijn.

ART. 7^{bis}.

De Regeering stelt de volgende bepaling voor :

« Om te kunnen toegelaten worden, moeten de consultatie-inrichtingen » voor zuigelingen voldoen aan de vereischten gesteld door het reglement » van het Nationaal Werk; zij moeten, namelijk :

» 1^o Er zorg voor dragen, overeenkomstig de onderrichtingen uitgaande » van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, dat al de kinderen beneden

- » drie jaar, wier familie bij de consultatie-inrichting is aangesloten, gere-
- » geld en kosteloos worden onderzocht door den geneesheer, dien het
- » Comitéit aanwijst;
- » 2° Eene geneeskundige en kosteloze consultatie voor zwangere vrou-
- » wen tot stand brengen ;
- » 3° De verspreiding der hoofdbegrippen betreffende de gezondheid der
- » jonggeboïrenen en de propagande voor de moedervoeding regelen ;
- » 4° Aan het Nationaal Werk, op de door dit Werk bepaalde datums,
- » geregeld de stâten van ontvangsten en uitgaven overleggen, opgemaakt
- » naar het model dat het Nationaal Werk vaststelt ;
- » 5° Zich onderwerpen aan het toezicht van het Comitéit door bemid-
- » deling van de afgevaardigden, die het Nationaal Werk vaststelt ;
- » 6° Voorzien, door middel van de gelden ingezameld door het toedoen
- » van het Comitéit, in dat deel der uitgaven, boven het bedrag der ver-
- » leende toelagen, welke voor de werken der consultatieinrichting noo-
- » dig zijn ;
- » 7° Zich belasten met toezicht op de kinderen, die bij toepassing van
- » artikel 9 dezer wet als voedsterlingen zijn uitbesteed. »

De wettelijke vereischten, waarvan de toelating van de consultatie-inrichtingen voor zuigelingen afhankelijk zouden gemaakt worden, zijn dezelfde als die, welke door het Nationaal Comitéit gesteld werden voor het toekennen der toelagen waarover het beschikte.

Uit eene ervaring van meer dan vier jaar is de noodzakelijkheid daarvan gebleken door deze vereischten in den wetstekst op te nemen, waarborgt men de plaatselijke instellingen tegen elke willekeurige beslissing vanwege het Besturend Comitéit van het Nationaal Werk.

ART. 7^{ter}.

De Regeering stelt de navolgende bepaling voor :

- » Het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn kan consultatie-inrichtingen
- » voor zuigelingen oprichten in de gemeenten waar, één jaar na het in
- » werking treden dezer wet, geen instelling hare toelating heeft aangevraagd
- » en bekomen. »

Wanneer de Regeering u verzoekt dit nieuw artikel aan te nemen, beantwoordt zij aan de wenschen, door de Afdeelingen der Kamer uitgedrukt. Daarenboven neemt zij in de organieke wet het beginsel zelf op, waarop zij steunde om den u voorgelegden tekst vast te stellen : uit de proefneming van het Nationaal Comitéit is gebleken « de mogelijkheid van » een gezamenlijke handeling, hoofdzakelijk steunende op het vanzelf ont- » staan der afzonderlijke pogingen welke geregeld en geleid worden vol- » gens ruime en eenvoudige begrippen ».

Het is dus onontbeerlijk dat elke particuliere plaatselijke poging, om met den vereischten omvang in het werk te kunnen gesteld worden, de zekerheid hebbe dat haar initiatief niet zal gehinderd worden door een gelijktijdig optreden van het Comité van het Nationaal Werk.

ART. 8.

Dit artikel regelt de bevoegdheden van het Gemeentebestuur ten opzichte van de consultatie-inrichtingen voor zuigelingen; in het 2^{de} lid, bepaalt het *wie* de onkosten zal dragen, welke de werking van deze instelling zal veroorzaken.

Uwe Middenafdeeling stelt u twee amendementen voor.

De technische en bestuurlijke leiding van de plaatselijke consultatie-inrichtingen behoort aan het Nationaal Werk; eene tusschenkomst van de gemeentebesturen in deze leiding kan men slechts begrijpen en wettigen doordien zij toelagen toekennen. Het is dus noodzakelijk, in het 1^{ste} lid van het artikel te bepalen dat de consultatie-inrichtingen onder het *toezicht* en niet onder het *gezag* van het gemeentebestuur zullen staan. Dat is het doel van het eerste amendement, dat uwe Middenafdeeling u voorstelt.

Het tweede amendement, u door uwe Middenafdeeling voorgesteld, luidt als volgt:

« De kosten der consultatie-inrichtingen voor zuigelingen, door het
» Nationaal Werk toegelaten, worden gedragen door den Staat voor een
» derde, door de provincie voor een zesde en door de gemeente voor
» een zesde.

» Het Nationaal Werk draagt al de kosten der werken welke het tot
» stand brengt. »

Het ontwerp van de Regeering legt de onkosten uitsluitend ten laste van den Staat en van de gemeente.

Uwe Middenafdeeling voorziet eene persoonlijke tusschenkomst van de leiders der plaatselijke werken, omdat het privaat initiatief minder belang zal stellen in eene instelling, waarvan het beheer slechts offerwaardigheid vraagt, terwijl hare medewerking zoo volledig mogelijk zal zijn, indien de toewijding met een gelijke opoffering gepaard gaat.

Dank zij de geringe onkosten welke voortvloeien uit de inrichting van een consultatiedienst, kan men aan de particulieren een uitgave opleggen, zonder vrees dat dit hunne werking zou belemmeren.

De tusschenkomst van de provincie is noodzakelijk en de vermindering van den aan de gemeenten opgelegden last wordt gebillijkt doordat talrijke gemeenten over geen middelen beschikken. De provinciale toelage zal verleend worden door middel van belastingen, insgelijks geheven in de rijke en niet verwoeste deelen onzer provinciën, en de aldaar ingezamelde sommen, die hooger zijn dan het beloop van de plaatselijke behoeften, zullen de lasten, opgetegd aan de bevolkingen met geringe inkomsten, verlichten.

Het door de Middenafdeeling gewijzigd artikel 8 luidt :

Les consultations de nourrissons seront, dans chaque commune, placées sous le contrôle d'un comité au sein duquel l'administration communale sera représentée.

Les frais des consultations de nourrissons agréées par l'Œuvre nationale seront supportés à concurrence d'un tiers par l'État, d'un sixième par la province et d'un sixième par la commune.

L'Œuvre nationale supportera la totalité des dépenses des œuvres créées par elle.

De consultatie-inrichtingen voor zuigelingen in elke gemeente staan onder het toezicht van een comité, waarin het gemeentebestuur vertegenwoordigd is.

De kosten der consultatie-inrichtingen voor zuigelingen, door het Nationaal Werk toegelaten, worden gedragen door den Staat voor een derde, door de provincie voor een zesde en door de gemeente voor een zesde.

Het Nationaal Werk draagt al de kosten der werken, welke het tot stand brengt.

ART. 9 en 10.

De artikelen 9 en 10 van het oorspronkelijk wetsontwerp en van het gewijzigd wetsontwerp eischen, in beginsel, dat zij die, mits vergelding, kinderen als voedsterlingen of ter bewaring wenschen te ontvangen, aan het College van burgemeester en schepenen de machtiging vragen om hun beroep uit te oefenen; daarenboven onderwerpen zij aan een bijzonder toezicht degenen, die kinderen als voedsterlingen of ter bewaring aannemen.

Uwe Middenafdeeling neemt ten volle aan dat op de bezoldigde bewaarders en voedstervaders toezicht wordt geoefend, aangezien in door hen opgerichte instellingen schandelijke misdaden ongestraft gepleegd worden.

De gezondheidswet, door den heer Berryer ingediend, artikel 9 van het u voorgelegde ontwerp, stelden het openen eener kinderbewaarplaats afhankelijk van zekere vereischten.

Oordeelende dat het toezicht, bij toepassing van deze bepalingen ingesteld, nog niet werkdadig en aanhoudend genoeg was, stelt de Regeering, door het u voorgelegde wetsontwerp te wijzigen, u voor, de volgende bepaling aan te nemen :

« Niemand mag, zonder machtiging door het College van burgemeester » en schepenen, kinderen beneden zeven jaar als voedsterlingen of ter » bewaring, mits loon, aannemen. Bij de aanvraag tot machtiging moet » gevoegd zijn een getuigschrift uitgaande van eene consultatie-inrichting » voor zuigelingen, door het Nationaal Werk toegelaten en binnen de » gemeente werkzaam; dit getuigschrift moet bevestigen dat de geneesheer » dier consultatie-inrichting de kinderen ten minste eenmaal per maand » zal onderzoeken om na te gaan of er behoorlijk voor gezorgd wordt en » dat hij, die kinderen als voedsterlingen of ter bewaring aanneemt, zich

- » schriftelijk heeft verbonden tot naleving van de aanwijzingen, hem door
- » het Comité van de consultatie-inrichting voor zuigelingen gegeven in
- » het belang van de gezondheid en de zedelijkheid der kinderen.

- » Het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn kan instellingen toelaten, waar-
- » in de kinderen beneden zeven jaar worden opgenomen. In dit geval
- » wordt de voorafgaande machtiging van het College van burgemeester en
- » schepenen niet meer vereischt. »

Uwe Middenafdeeling meent zich bij dit voorstel te kunnen aansluiten.

ART. 11.

Dit artikel voorziet de inrichting, in de gemeenten, van Comitéten ingesteld tot verbetering van de voeding der kinderen in jeugdigen leeftijd, der moeders-voedsters of der zwangere vrouwen.

Ten einde hier insgelijks, zooals dit gedaan werd voor de consultatiediensten voor zuigelingen, de vereischten nader te bepalen, waaraan de toelating van deze Comitéten zal afhankelijk worden gemaakt, stelt de Regeering u voor, bij amendement op den tekst, die u oorspronkelijk werd voorgelegd, de navolgende bepaling aan te nemen :

- « In de gemeenten, waar de gepastheid van den maatregel blijkt uit
- » het feit, dat twintig moeders of zwangere vrouwen zulks aanvragen,
- » kan het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn de Comitéten toelaten, die
- » zijn ingesteld met het doel de voeding der kinderen in jeugdigen leeftijd,
- » der moeders-voedsters of der zwangere vrouwen te verbeteren, indien
- » die Comitéten :

- » 1^o Zorgen, overeenkomstig de onderrichtingen uitgaande van het
- » Nationaal Werk, voor de melkvoorziening der kinderen, die kunstmatig of
- » door middel van de gemengde voedingswijze worden gevoed ;

- » 2^o Bij voorkomend geval, zorg dragen voor het verschaffen, aan de moeders-voedsters, zoolang zij zoogen, of aan de zwangere vrouwen, gedurende de vier manden die aan de bevalling voorafgaan, van een ter plaatse te verbruiken maal; de hoeveelheden dier voedingstoffen en de type-spijskaart van het maal worden door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn vastgesteld. Dit Werk kan ook toelaten dat de moeders-voedsters en zwangere vrouwen op andere wijzen aangemoedigd worden;

- » 3^o Het verschaffen van geneeskundigen raad aan de bij het Comité aangesloten moeders-voedsters en zwangere vrouwen regelen;

- » 4^o Zich verbinden de voorschriften van de alinea's 3, 4, 5 en 7^{bis} van artikel 8 dezer wet na te leven.

De nieuwe bepalingen zijn dezelfde als die, welke door het Nationaal Comité werden opgelegd.

Uwe Middenafdeeling hechtte er hare goedkeuring aan.

Opdat de moederkeukens, welke zich gedragen aan de reglementen die haar zullen worden opgelegd, verzekerd zijn den steun van het Nationaal Werk te ontvangen evenals de consultatiediensten voor zuigelingen, stelt uwe Middenafdeeling u voor :

Remplacer les mots : « pourra agréer » par le mot « agréera ».		De woorden : « kan toelaten » te vervangen door het woord : « toelaat ».
---	--	---

ART. 11^{bis}.

Om de redenen, welke de bepalingen van artikel 7^{ter} wettigen, stelt de Regeering u de navolgende bepaling voor :

« Het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn kan werken tot voeding der
» kinderen in jeugdigen leeftijd, der zwangere vrouwen en der moeders-
» voedsters tot stand brengen in de gemeenten, waar geen instelling werd
» gevestigd zes maanden nadat overeenkomstig het bepaalde in artikel 11 is
» vastgesteld, dat het gepast is zoodanig werk op te richten. »

Opdat de termijn, binnen welken het privaat initiatief moet bewijzen dat het in staat is om eene moederkeuken op te richten, dezelve zij als die waarbinnen het de consultatiediensten voor zuigelingen moet oprichten, stelt uwe Middenafdeeling u voor :

Remplacer les mots : « six mois » par les mots : « un an ».		De woorden : « zes maanden » te ver- vangen door de woorden : « één jaar ».
--	--	--

ART. 12.

Uit de ondervinding in de jongste jaren is gebleken hoe practisch en eenvoudig het stelsel van het Nationaal Comitéit was, waar het geldt de inrichting van schoolmalen.

De Regeering stelt U voor, het in beginsel aan te nemen.

Doch, daar de afschaffing van de rantsoeneering het gezin toelaat, in een groot aantal gemeenten, eene voldoende voeding aan de kinderen te geven, zou het schoolmaäl niet overal verplichtend worden gesteld, doch slechts dáár waar een groep huisvaders zouden vragen deze gunst te mogen genieten.

Het door de Regeering gewijzigd artikel 12 zou dus luiden :

« In de gemeenten waar de gepastheid van schoolmalen is gebleken uit
» het feit, dat gezinshoofden hebbende te zamen twintig schoolplichtige
» kinderen, zulks aanvragen, brengt het Nationaal Comitéit een Schoolmaal-
» Comitéit tot stand, waarin het Gemeentebestuur wordt vertegenwoordigd

- » en waaraan het bestuur en de contrôle van den dienst zijn opgedragen.
- » Dit Comité is gelast :
 - » 1^o Te zorgen voor het verschaffen van het maal, waarvan de samenstelling door het Nationaal Werk wordt vastgesteld ;
 - » 2^o De voorschriften van de alinea's 3, 4, 5 en 6 van artikel 7^{bis} dezer wet na te leven ;
 - » 3^o Eene bijzondere voeding aan de zwakke kinderen te verschaffen.
- » Tot de bevoegdheden van het Schoolmaal-Comité behoren uitsluitend
- » het bestuur van al de diensten voor aankoop van grondstoffen, de bereiding der malen en de afzonderlijke verdeling onder de verscheidene
- » scholen der gemeente. »

ART. 13.

De Regeering stelt voor, de onkosten, veroorzaakt door de moederkeukens en de schoolmalen, uitsluitend door den Staat en de gemeenten te doen dragen.

Om de redenen, die haar er toe brachten U amendementen op artikel 8 voor te stellen, vraagt uwe Middenafdeeling U het artikel aldus te wijzigen :

« Les frais des services de l'alimentation de l'enfance prévus aux articles 11 et 12 de la présente loi seront supportés à concurrence de la moitié par l'État, d'un quart par la Province et d'un quart par la Commune, dans les limites cependant d'un maximum à déterminer par arrêté royal, sur la proposition de l'Œuvre nationale.	« De kosten van de diensten voor kindervoeding, voorzien bij de artikelen 11 en 12 dezer wet, worden gedragen door den Staat voor de helft, door de Provincie voor een vierde en door de Gemeente voor een vierde, doch binnen de grenzen van een maximum, bij koninklijk besluit te bepalen op voorstel van het Nationaal Werk. »
--	--

ART. 14.

Zooals de Memorie van Toelichting het bewijst, zal de volstrekte noodzakelijkheid van het beginsel der kosteloze deelneming aan de voedingswerken verminderen naarmate de algemeene levensvereischen weer normaal zullen worden.

Artikel 14 bepaalt in welke gevallen eene vergelding zal kunnen geeischt worden van de verkrijgers. Uwe Middenafdeeling is van oordeel dat de Memorie van Toelichting de voorstellen, welke u deswege worden gedaan, voldoende wettigt.

ART. 15 en 16.

Deze artikelen bepalen de voorwaarden waarvan de instelling of de toelating van koloniën voor zwakke kinderen zal afhankelijk worden gemaakt.

Zij gaven tot geene bemerkingen aanleiding en uwe Middenafdeeling is van oordeel dat de Memorie van Toelichting de bepalingen, waarvan de Regcering de aanneming voorstelt, ten volle rechtvaardigt.

ART. 17.

Het neemt eene bepaling, ontleend aan de wet van 15 Mei 1912 op de kinderbescherming, woordelijk over.

De aanneming daarvan dringt zich op.

Fiscale bepalingen.**ART. 18.**

Dit kan geen aanleiding geven tot betwisting : de gunsten, welke aan het Nationaal Werk voor kindcrwelzijn zullen verleend worden, zijn dezelfde als die welke zijn toegekend aan het Nationaal Werk der Oorlogswcezen.

*
* * *

Eenparig stelt uwe Middenafdeeling u voor, het u voorgelegde gewijzigd wetsontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,
LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,
EM. TIBBAUT.

